

CAB DGPN - Chargé de mission « traitements de données à caractère pers » auprès du conseiller juridique

Ref : MINT_BA075ACA-56433

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Ministère de l'Intérieur

Localisation

11 rue des Saussaies – 75008
Paris / Place Beauvau –
75008 Paris / DGPN Cabinet

Domaine : Affaires juridiques

Date limite de candidature : 24/04/2023

Nature de l'emploi

Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels

Expérience souhaitée

Non renseigné

Rémunération

(fourchette indicative pour les contractuels)

Non renseigné

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Management

Non

Télétravail possible

Oui

Vos missions en quelques mots

GRUPE RIFSEEP : 3

Corps attendu: attaché d'administration de l'Etat

RMFP : FP2JUR03

REMI : JUR001A

Vos activités principales :

Le chargé de mission « traitements de données à caractère personnel » participe au suivi de la

mise en œuvre par les services de la police nationale du droit de la protection des données et des procédures correspondantes.

A ce titre, ses principales activités sont les suivantes :

- instruction et suivi des dossiers d'autorisation des traitements mis en œuvre par les services de police : rédaction d'analyses d'impact relatives à la protection des données et projets d'actes réglementaires (arrêtés, décrets en Conseil d'Etat), ainsi que les travaux afférents devant la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et, le cas échéant, le Conseil d'État ;
- conseil et expertise auprès des directions de la police nationale pour la mise en œuvre du règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la loi « informatique et liberté » ;
- animation du réseau des conseillers « informatique et libertés » de la police nationale ;
- participation à l'évolution de la doctrine de la DGPN sur la protection des données ;
- gestion des demandes de droit d'accès aux fichiers et des recours contentieux en lien avec la direction des libertés publiques et des affaires juridiques.

Le chargé de mission peut également se voir confier le suivi de dossiers relevant de l'activité de conseil juridique général du pôle.

Votre environnement professionnel

Activités du service :

L'équipe du pôle juridique du cabinet du DGPN, qui s'appuie elle-même sur les capacités juridiques de l'ensemble des directions de la DGPN, traite toutes questions juridiques intéressant la police nationale : définition de la position de la DGPN, coordination de l'action des directions, coordination de projets complexes, conception et propositions pour le cabinet du ministre, élaboration de textes législatifs et réglementaires, conduite des procédures afférentes aux fichiers de police), réponses aux enquêtes, avis et rapports du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, de la Défenseure des droits, réponses aux questions écrites et orales des parlementaires.

Composition et effectifs du service :

Sous l'autorité du conseiller juridique du DGPN, administrateur de l'État, trois attachés dont deux principaux, un agent contractuel et un officier de police, que la présente fiche de poste vise à remplacer par un attaché dans le cadre d'une substitution de poste.

Liaisons hiérarchiques :

Conseiller juridique du DGPN

Liaisons fonctionnelles :

- Cabinet du ministre
- Conseil d'État
- Toutes les directions actives et les services centraux de la DGPN
- Autorités administratives indépendantes (CNIL notamment)
- Autres: DLP AJ, DGGN, DGSI, DGEF, DMAT, DRH, préfecture de police

Profil recherché

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions :

Régime horaire de 40h30 hebdomadaire, générant 29 RTT

Disponibilité, discrétion et rigueur

Qui contacter ?

Le conseiller juridique ou son adjointe : 01.40.07.24.40 / 01.40.04.27.44

Secrétariat du pôle juridique :

cabdgpn-secjuridique@interieur.gouv.fr

Date limite de dépôt des candidatures : 24/04/2023

Liste des pièces requises pour déposer une candidature: Voir le formulaire unique de demande de mobilité/recrutement disponible à ces adresses :

Personnels du ministère de l'Intérieur

[http://ressources-humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/annexe_I_-_](http://ressources-humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/annexe_I_-_Formulaire_de_demande_de_mobilite%20A9.docx)

[_Formulaire_de_demande_de_mobilite%20A9.docx](http://ressources-humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/annexe_I_-_Formulaire_de_demande_de_mobilite%20A9.docx)

Personnels externes

https://www.interieur.gouv.fr/content/download/128790/1027209/file/formulaire_de_demande_de_mobilite%20A9.docx

Éléments de candidature

Personne à contacter

cabdgpn-secjuridique@interieur.gouv.fr

A propos de l'offre

Informations complémentaires

Localisation administrative : 11 rue des Saussaies – 75008 Paris / Place Beauvau – 75008 Paris / DGPN Cabinet

SAA : SCDG0001

Conditions particulières d'exercice

Vos compétences principales mises en œuvre :

Connaissances techniques

- connaître l'environnement professionnel : niveau maîtrise à acquérir
- avoir des compétences en informatique/bureautique : niveau maîtrise requis
- avoir des compétences juridiques : niveau maîtrise requis

Savoir-faire

- avoir l'esprit de synthèse : niveau maîtrise requis
- savoir analyser : niveau maîtrise requis
- savoir rédiger : niveau maîtrise requis

Savoir être

- avoir le sens des relations humaines : niveau pratique requis
- savoir s'adapter : niveau maîtrise requis
- savoir communiquer : niveau maîtrise requis

Durée attendue sur le poste : 3 ans

Vos perspectives :

L'expérience développée sur ce poste permettra d'acquérir une réelle expertise en matière de droit public et de protection des données. Elle permettra également d'acquérir une bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement de la police nationale, dans un contexte de transformation majeure de son organisation et de son fonctionnement.

Cette expérience pourra être valorisée en diversifiant les compétences sur d'autres emplois à dominante juridique et en valorisant l'expertise acquise dans un domaine juridique en plein développement.

Fondement juridique

Titre III du livre III du code général de la fonction publique "2 de l'article L332-2"

Statut du poste

Vacant à partir du 01/03/2023

Métier de référence

Consultante / Consultant juridique